



Document contextuel pour l'Atelier technique du Processus de Rabat sur les transferts de fonds de la diaspora et le développement durable

Document développé par Valerie Wolff sous la coordination du Secrétariat du Processus de Rabat/ICMPD

Quelques chiffres clés :

- Les transferts de fonds sont mesurables, leurs effets sont visibles dans les pays qu'ils affectent et concernent **1 individu sur 7** dans le monde.
- Ils concernent directement **1 milliard de personnes** dans le monde, soit en tant qu'émetteur de transferts de fonds, soit en tant que destinataires.
- Le **volume total des transferts de fonds** vers les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire a atteint **529 milliards de dollars** en 2018, soit 9,6 % de plus que l'année précédente. Au total, avec les flux vers les pays à revenu élevé, les transferts de fonds se sont élevés à 689 milliards de dollars¹. Il s'agit des flux officiellement enregistrés ; dans la pratique, on estime que le volume est considérablement plus élevé si l'on tient compte de ceux qui passent par des canaux informels.
- Les transferts de fonds sont aujourd'hui la **principale source de recettes en devises étrangères dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFM)**, à l'exception de la Chine. Ils sont trois fois plus élevés que l'aide publique au développement (APD) et ont dépassé les investissements directs étrangers en 2017.
- Dans la région du Processus de Rabat, la **Gambie a la plus grande part des transferts de fonds** (par rapport à son PIB), suivie du Cap-Vert, du Libéria, du Sénégal, du Togo, du Ghana et du Nigeria.

I. Introduction et objectif de l'atelier technique

L'Afrique subsaharienne, qui compte 1,066 milliard d'habitants, a reçu 46 milliards de dollars de transfert de fonds en 2018. A titre de comparaison², l'Inde, premier pays bénéficiaire avec, à lui seul, 78,6 milliards de dollars, a reçu plus de transferts de fonds que le continent africain, bien que cet afflux ne représente que 2,6% de son PIB.³ L'Inde a connu des développements massifs qui ont permis à de nombreuses personnes de sortir de la pauvreté. Ce n'est donc pas seulement le *volume* des transferts de fonds qui compte, puisque les actions menées par les gouvernements pour encourager les connexions intelligentes entre leur diaspora et le développement de leur pays sont également très importantes. De plus en plus d'exemples de telles réussites sont observables dans le monde entier, les premières mesures étant prises pour développer des stratégies d'engagement avec la diaspora et établir des relations solides qui vont au-delà des liens familiaux.

Des instruments innovants ayant un impact sur le développement ont vu le jour grâce aux nouvelles technologies qui rendent ces connexions plus faciles, plus rapides et moins coûteuses. Les transferts de fonds faisant partie des objectifs de développement durable (ODD)⁴, les décideurs du monde entier ont été sensibilisés à ce sujet et sont confrontés au défi commun de la médiation de ces fonds d'une manière qui bénéficie à l'économie dans son ensemble.

¹ Banque mondiale (2019), Migration and Remittances: Recent Developments and Outlook, Migration and Development Brief 31 <https://www.knomad.org/sites/default/files/2019-04/Migrationanddevelopmentbrief31.pdf>

² *ibid.*

³ *ibid.*

⁴ Indicateur 10.c. pour réduire les coûts des transferts de fonds ; indicateur 10.7.1 pour réduire les coûts de recrutement des travailleurs migrants et indicateur 17.3 pour mobiliser des ressources financières supplémentaires pour les pays en développement auprès de sources multiples.



Bien que les investissements des diasporas aient démontré un potentiel considérable pour soutenir la croissance économique dans les pays d'origine, **ils sont toujours le plus souvent entravés par un manque d'instruments financiers appropriés et d'accès à l'information.**

Ce document de référence **identifie et analyse certaines initiatives qui aident à mobiliser et à catalyser l'épargne et les ressources des diasporas pour être utilisée au bénéfice du développement des communautés.** Bien que la question de la réduction du coût des transferts de fonds soit pertinente (les coûts de transaction pour l'Afrique sont parmi les plus élevés au monde⁵), ce document et l'atelier ne l'aborderont pas spécifiquement, car elle est déjà traitée par des agences et forums spécialisés⁶. Ce document de référence a été préparé dans le cadre du processus de Rabat (qui fait partie du dialogue Afrique-UE sur la migration et la mobilité financé par l'UE et mis en œuvre par l'ICMPD) en préparation de **l'atelier technique sur les transferts de fonds de la diaspora et le développement durable qui se tiendra à Abuja les 4 et 5 novembre 2019.**

Objectifs de l'atelier :

- Réunir des experts, des praticiens des secteurs public et privé avec les partenaires du Processus de Rabat, en tant que décideurs et responsables politiques dans leurs pays/organisations respectifs.
- Améliorer la compréhension technique des partenaires du Processus de Rabat sur les transferts de fonds et le développement durable ; promouvoir l'apprentissage mutuel et l'échange de bonnes pratiques conduisant, potentiellement, à la reproduction des initiatives et pratiques réussies.
- Présenter certaines initiatives, en accordant une attention particulière à leur impact et aux résultats obtenus pour promouvoir la productivité des transferts de fonds des diasporas.
- Formuler des recommandations des praticiens sur la manière dont les partenaires du Dialogue peuvent faciliter et optimiser de telles initiatives à travers leurs politiques.

Livrable :

- Un document final, s'appuyant sur les présentations et les échanges qui auront lieu durant l'atelier technique, sera ensuite distribué aux partenaires.

II. Cartographie des instruments et des initiatives, et limites de la méthodologie utilisée

Phase 1 : Cartographie

Une cartographie de certaines des principales initiatives susceptibles de mettre à profit les transferts de fonds pour le développement durable a été réalisée (voir l'annexe A ci-dessous). La plupart de ces initiatives se situent dans les pays partenaires du Processus de Rabat, bien que certaines initiatives mises en œuvre dans d'autres pays (non membres du Processus de Rabat) aient été incluses lorsqu'elles ont fourni des enseignements intéressants ou de bonnes pratiques⁷.

⁵ Environ 9,3 % par rapport à une moyenne mondiale d'environ 7 % (Banque mondiale 2019 : *supra*, note 1)

⁶ Par exemple, l'Institut africain pour les transferts de fonds (AIR). ICMPD soutient le programme technique d'AIR. Une réunion conjointe AIR-ICMPD se tiendra en décembre 2019, axée sur la réduction du coût des transferts de fonds en Afrique et l'élaboration d'une feuille de route pour s'attaquer aux obstacles identifiés à la réduction des coûts.

⁷ Toutes les tentatives ont été faites pour documenter l'impact/efficacité des initiatives sélectionnées, mais cela n'a pas toujours été possible étant donné la difficulté d'obtenir des informations précises et objectives et la manière particulière dont les initiatives sont commercialisées. Comme la cartographie a été élaborée à partir d'une recherche documentaire, la chercheuse s'est beaucoup appuyée sur les ressources trouvées en ligne. Ainsi, chaque fois qu'il n'y avait pas (ou pas assez) de piste Internet pour une initiative particulière, la chercheuse n'a pas pu en tenir compte. Cela peut signifier que certaines initiatives potentiellement prometteuses ont été exclues de la cartographie en raison de leur manque de visibilité et d'information en ligne.



Phase 2 : Consultation des partenaires du Processus de Rabat

Le document contextuel et la cartographie sont envoyés aux partenaires du Processus de Rabat pour examen. Les partenaires sont invités à compléter la cartographie en **partageant avec le Secrétariat du Processus de Rabat les instruments et initiatives qu'ils mettent en œuvre ou auxquels ils contribuent** et qui visent à mobiliser l'épargne et les ressources des diasporas, et à catalyser les investissements des diasporas.

Phase 3 : Présélection

Une fois achevée, la cartographie consolidée⁸ sera analysée et une **"liste restreinte" d'initiatives et d'instruments sera établie**, sur la base de critères de sélection⁹ préétablis. Ceux qui seront sélectionnés formeront la base des présentations à l'atelier technique.

III. Impact et limites des instruments qui mobilisent les contributions de la diaspora pour le développement durable

Les membres de la diaspora contribuent de bien des façons au développement de leur pays d'origine : leurs liens affectifs avec leur famille et peut-être même leurs liens nostalgiques avec leur pays les rendent **plus résistants en tant qu'investisseurs, plus dévoués** et prêts à partager leur savoir-faire et leur réseau mondial dans leur pays d'origine. En outre, ils sont de **meilleurs courtiers**, car ils sont en mesure d'établir des relations d'affaires intelligentes au-delà des frontières. La valeur des transferts de fonds de la diaspora **n'est pas uniquement mesurable en termes financiers ; ces transferts ont aussi une valeur émotionnelle**. Pour les familles, les transferts de fonds peuvent représenter une bouée de sauvetage. Pour les pays, ces transferts peuvent avoir un impact positif sur l'économie dans son ensemble, y compris sur la réduction de la pauvreté et la croissance économique. Les transferts de fonds sont contra cycliques, ce qui signifie qu'en temps de crise, lorsque les investissements directs étrangers tendent à diminuer, le flux des transferts de fonds augmente; ils ont été un facteur d'augmentation de la notation de la dette souveraine ou de mobilisation de fonds pour des investissements stratégiques importants dans plusieurs pays. **Les transferts de fonds sont un sujet d'intérêt pour les décideurs politiques qui réfléchissent à la manière dont ils peuvent être utilisés au profit du pays dans son ensemble, de manière productive.**

De nombreuses études confirment **qu'une proportion élevée des transferts de fonds est consacrée à la consommation des ménages**. Environ 10% sont utilisés pour l'éducation et la santé, et environ 15 % pour l'épargne et l'investissement dans le logement, les petits biens et autres activités génératrices de revenus. Les 75% restants sont utilisés pour couvrir les besoins immédiats, tels que le logement ou la nourriture, ce qui exerce une pression sur les prix de tous les produits (non commercialisés et commercialisés).

Il existe un certain nombre d'**instruments financiers** que la diaspora peut utiliser pour améliorer sa propre situation et celle de sa famille et de ses amis au pays :

- les services de transfert de fonds ;
- les produits d'épargne ;
- des prêts pour compléter les investissements dans le pays d'origine ;
- des assurances pour faire face à l'incertitude et avoir la possibilité d'établir un historique de crédit afin d'accéder à des produits d'investissement financier à long terme.

⁸ Cette cartographie n'est pas conçue pour être exhaustive ; elle cherche plutôt à illustrer certains des exemples les plus intéressants de la région, afin d'aider à stimuler les discussions lors de l'atelier technique.

⁹ Par exemple, l'instrument contribue au développement durable / à la réalisation des ODD ; il permet aux membres de la diaspora d'aider leurs familles dans leur pays d'origine ; les gouvernements peuvent aider à maximiser l'impact de l'instrument ; il apporte une valeur ajoutée et est novateur ; il est susceptible d'être reproduit dans d'autres pays ; il utilise de nouvelles pratiques (banques en ligne et mobiles ou technologie financière) ; il est pertinent et de qualité.



1) Transferts de fonds

Les transferts de fonds sont une **source importante de revenus pour les familles**, principalement utilisés pour subvenir à leurs besoins. **En moyenne, les particuliers envoient 200 dollars américains chez eux chaque mois.** Toutefois, sur cette somme, **environ 7% ne parviennent pas au bénéficiaire.**¹⁰

Il existe divers mécanismes de transfert traditionnels, que ce soit par le biais des services postaux, des banques, des systèmes hawala¹¹, des coopératives de crédit, des opérateurs de transferts d'argent (MTO, tels que Western Union, Money Gram), mais de nouvelles formes de transferts de fonds ont également vu le jour ces dernières années par le biais des téléphones mobiles ou des fournisseurs de services de transfert d'argent en ligne utilisant la technologie *blockchain*. La forme d'envoi d'argent la plus coûteuse, avec 10,9 %, est le virement bancaire.¹² Inversement, les transferts d'argent entre portefeuilles mobiles sont 50% moins chers que les autres méthodes d'envoi de fonds. La réduction des coûts de transaction est une partie importante de l'agenda mondial, mais comme déjà mentionné, ce document d'information et l'atelier se concentreront sur d'autres mécanismes qui mobilisent les ressources des diasporas. Lier les transferts de fonds à l'épargne financière et aux assurances offre de nombreuses possibilités d'obtenir du financement pour le développement, et il y a plusieurs façons de le faire.

2) Épargne et autres ressources de la diaspora

L'épargne de la diaspora est estimée à environ 497 milliards de dollars par an, dont une grande partie est détenue sous forme de dépôts bancaires.¹³ Transformer cette épargne en actifs productifs pourrait aider les membres de la diaspora eux-mêmes à construire un avenir meilleur et - à condition que les gouvernements mettent en place des instruments fiables - permettrait de la mobiliser pour des projets de développement.

a) Mobilisation de l'épargne de la diaspora par le biais d'obligations dédiées à la diaspora

Les obligations dédiées à la diaspora sont des obligations du secteur public, émises par un pays comme alternative aux emprunts sur le marché intérieur des capitaux ou sur les marchés internationaux de la dette (établissements de crédit ou pays). Le pays émetteur s'appuie sur une sorte d'« escompte » patriotique, qui permettrait d'assurer le service de la dette à des taux d'intérêt jugés inférieurs aux taux du marché. La première obligation de ce type a été émise dans les années 1930 par la Chine et le Japon ; depuis, de telles obligations ont vu le jour en Afrique du Sud, au Bangladesh, en Éthiopie, au Ghana, en Israël, en Inde, au Kenya, au Liban, au Pakistan, aux Philippines, au Népal, au Nigeria, au Rwanda, à Sri-Lanka et à divers niveaux de succès.

Leçon apprise : les cas d'échec des obligations dédiées à la diaspora

Le *Millennium Corporate Bond* éthiopien visait à collecter les investissements de la diaspora afin de financer le projet hydroélectrique de l'Ethiopian Electric Power Corporation. Cependant, cette démarche n'a pas été couronnée de succès. Au Kenya, le gouvernement n'a pas réussi à atteindre l'objectif financier qu'il s'était fixé en ce qui concerne le produit des obligations d'infrastructure. **Il y a**

¹⁰ *ibid.*

¹¹ Hawala est une forme de transfert de fonds qui fonctionne en dehors du système bancaire traditionnel, basé sur la confiance et des canaux informels où l'argent ne traverse pas les frontières. L'accès aux comptes bancaires n'est pas nécessaire. En tant que système d'argent illégal, il a été critiqué pour le financement d'activités illégales et pour sa vulnérabilité à la fraude.

¹² *Ibid.*

¹³ Rustomjee, Cyrus (2018), *Issues and Challenges in Mobilizing African Diaspora Investment*, Centre for International Governance Innovation, Canada



de nombreuses raisons à cela, mais l'une des plus importantes est que les gouvernements doivent gagner la confiance de leur diaspora avant de lancer une obligation lui étant dédiée.

Un exemple de réussite

En planifiant à l'avance, en structurant ses obligations comme un instrument de détail à taux fixe libellé en dollars américains, en les enregistrant auprès de la US Securities and Exchange Commission et de la UK Listing Authority, le Nigeria a émis avec succès des obligations dédiées à la diaspora. Il a ainsi réussi à recueillir 300 millions de dollars pour investir dans l'infrastructure et à dépasser de 130 % son objectif initial. Le Nigeria a également réussi à cibler sa diaspora et à mobiliser ses partenaires par le biais d'une tournée de présentation internationale, et à instaurer la confiance en général par la bonne gouvernance et l'engagement de sa diaspora dans le développement du pays. La diaspora doit en effet avoir confiance dans le fait que le gouvernement sera en mesure d'assurer le service de la dette.

b) Renforcer les efforts de développement des actifs de la diaspora - produits d'épargne et d'assurance

Les plateformes numériques proposent : des offres d'assurance santé offrant l'évacuation médicale et l'accès à des prestataires de soins de santé étrangers en cas de besoin (Susu) à l'assurance automobile, l'assurance vie, les plans de retraite et les plans d'achat de logements financés par la diaspora et destinés à leurs familles au pays (Diaspora Assur). Certaines entreprises privées ont capitalisé grâce aux membres de la diaspora et à leurs liens solides avec les familles et les amis dans leur pays d'origine pour offrir des produits d'assurance applicables à la fois dans les pays d'origine et de destination.

Pour **rendre les produits financiers accessibles à tous**, il est nécessaire de prendre en compte les éléments suivants : pour être en mesure d'accumuler des actifs, il faut que les émetteurs et récepteurs des transferts de fonds disposent de **connaissances financières**. Il est également nécessaire que les gouvernements, les banques et les autres institutions financières fournissent des efforts considérables pour rendre leurs produits accessibles à tous. Sans compte bancaire, il ne peut y avoir d'accès à un compte de dépôt en devises ni la possibilité de contracter un prêt aux petites entreprises ou de capitaliser sur sa retraite future par un prêt hypothécaire. Au cours des dernières années, un nombre croissant de comptes d'épargne alternatifs non intégrés dans le système bancaire traditionnel (Zoono, MTN Mobile Money) ont été liés à d'autres produits d'investissement adaptés à la diaspora.

c) Philanthropie de la diaspora - transferts de fonds collectifs

Il existe de nombreux exemples de transferts de fonds collectifs, par lesquels les diasporas mettent en commun leurs ressources pour aider à construire des écoles dans leurs communautés d'origine, contribuer à des projets d'infrastructure ou fournir une assistance lorsque les pays sont touchés par des situations d'urgence. **Le terme investissement social¹⁴ (plutôt que charité ou philanthropie) est maintenant souvent utilisé pour souligner la nature transformatrice du soutien continu.** Utilisant le **pouvoir des réseaux, les médias sociaux** ont introduit des outils favorisant les dons. En outre, les ONG utilisent les réseaux sociaux pour accroître leur portée. Des **plates-formes en ligne** ont vu le jour pour accélérer les changements menés par les communautés, dont certaines s'adressent aux ONG, non seulement en leur permettant de mettre en commun des fonds et des ressources, mais aussi en les formant à devenir plus efficaces. De telles plates-formes peuvent aider à mobiliser de vastes quantités de fonds en mettant en relation les ONG avec les donateurs et les entreprises (par exemple, Global Giving).

¹⁴ Définie par l'Initiative philanthropique comme " l'investissement stratégique et systématique de ressources philanthropiques privées pour lutter contre les manifestations complexes et interdépendantes du sous-développement chronique ". Johnson, Paula (2001), Global Social Investing: A Preliminary Overview, the Philanthropic Initiative, Boston, M.A.



d) Mobilisation des réseaux de la diaspora

Les membres de la diaspora sont des individus en réseau : ils ont des liens à la fois dans leurs communautés d'origine et de destination et il existe un nombre croissant de plateformes qui visent à exploiter cet atout. D'innombrables réseaux transnationaux qui se regroupent sous forme d'associations, de clubs, de hubs : certains sont ouverts à tous, d'autres uniquement sur invitation et d'autres encore sont exclusivement réservés aux personnes à haut potentiel (par ex. Club Efficience). Nombre d'entre eux sont lancés sur une base volontaire et leurs activités dépendent de la bonne volonté de l'administrateur et d'un financement externe - dans les cas où ils parviennent à mobiliser des fonds pour leurs activités. Les gouvernements qui ont mis en place une stratégie de la diaspora réfléchissent souvent à la manière de mobiliser la diaspora de haut niveau en créant des prix et des distinctions ou en transformant cette diaspora en ambassadeurs honoraires, pour ne citer que quelques exemples.

3) Investissements de la diaspora

L'investissement dans le développement des entreprises est souvent considéré comme de l'investissement direct de la diaspora et constitue la pierre angulaire de toute stratégie d'engagement de la diaspora. La création d'entreprises contribue à la création d'emplois et augmente l'assiette fiscale du pays. L'esprit d'entreprise peut être nourri, mais il exige aussi un ensemble de compétences financières de base pour réussir.

a) Micro-prêts pour les PME – le potentiel du *crowdfunding*

Beaucoup de personnes en situation de pauvreté dans le monde sont susceptibles de créer des entreprises à forte intensité de capital, mais épargner suffisamment grâce aux transferts de fonds est une tâche ardue. Il faut des machines pour cultiver la terre, plus de bétail pour produire plus de lait ou des machines de transformation plus sophistiquées qui peuvent transformer la matière première en produits finis.

L'investissement des capitaux de la diaspora dans les micro-petites et moyennes entreprises peut avoir des effets transformateurs sur les moyens de subsistance et les communautés.

Kiva : permettre l'accès au microcrédit

L'un des problèmes majeurs lorsqu'il s'agit d'accéder au microcrédit est le manque d'antécédents en matière de crédit ou de garanties à considérer comme finançables, souvent associé au fait que l'argent est emprunté par des canaux non institutionnels et informels. En réponse à ce problème, Kiva, une plateforme de *crowdfunding*, pilote un projet en collaboration avec les agences, fonds et programmes des Nations Unies, dans le cadre duquel les individus disposent de portefeuilles numériques basés sur la technologie de registre distribué¹⁵ (*distributed ledger technology*). Le **protocole Kiva est un système d'identification numérique** : un prêteur peut accorder un prêt, qui est envoyé à l'emprunteur sous la forme d'une créance vérifiable signée. Une fois accepté par l'emprunteur, il sera inscrit dans son registre de crédit privé dans son portefeuille numérique. Les remboursements s'effectuent également par l'intermédiaire du portefeuille numérique. Ainsi, l'historique des emprunts/remboursements est sauvegardé dans un registre unique accessible via un « agent » ou une application sur le téléphone

¹⁵ La technologie de registre distribué (DLT) est un système numérique d'enregistrement des transactions d'actifs dans lequel les transactions et leurs détails sont enregistrés à plusieurs endroits en même temps. Contrairement aux bases de données traditionnelles, l'information n'est donc pas centralisée, mais répartie entre les utilisateurs du registre.



mobile ou l'ordinateur, et dont l'accès peut être contrôlé et autorisé par le propriétaire du portefeuille. Cela permet d'établir des antécédents en matière de crédit qui vont au-delà des institutions traditionnelles.

Le crowdfunding change la donne pour les PME : grâce à des plates-formes en ligne qui rassemblent de petites sommes d'argent provenant de micro-prêteurs ou d'investisseurs, les PME peuvent bénéficier non seulement de financements, mais aussi de la commercialisation de leurs services et/ou produits au niveau mondial. Beaucoup de ces plates-formes numériques sont destinées aux investissements d'impact (par exemple Babyloan, Bettervest), qui sont des investissements « effectués dans des entreprises, des organisations et des fonds avec l'intention de générer un impact social ou environnemental mesurable et bénéfique, ainsi qu'un retour financier ». ¹⁶ Certaines offrent également une incubation aux entreprises sociales, les reliant physiquement aux investisseurs qui ont un impact (par exemple Bond'Innov, Diasporas Welcoming Diasporas). Il existe des milliers de plates-formes de *crowdfunding* basées sur des actions, des dettes ou des récompenses, dont certaines fournissent des fonds de contrepartie sous forme de subventions, tandis que d'autres protègent le prêteur par le biais de systèmes de garantie du capital des pays donateurs (par exemple, SIDA dans le cas de la plate-forme de *crowdfunding* Lendahand). Étant donné que les paiements par téléphone mobile sont monnaie courante dans de nombreux pays d'Afrique, certaines plateformes de *crowdfunding* ont intégré ce mode de paiement via M-Pesa, Airtel ou Equitel par exemple.

b) Autres moyens d'encourager les investissements

Certaines initiatives existent pour stimuler les entreprises de la diaspora par le biais **de mentorat, de concours de *business plan*, de jumelage, d'activités de réseautage et d'accès aux investisseurs**. De nombreux pays européens proposent des **assurance-crédit** qui permettent de gérer les risques liés aux défaillances financières des clients sur le marché domestique et à l'exportation (Coface en France, par exemple), ce qui peut également inciter à s'engager sur les marchés à risque.

IV. Encourager les investissements des diasporas : quelques recommandations préliminaires à destination des décideurs politiques afin de créer un environnement favorable

Il existe de nombreuses initiatives qui contribuent à tirer parti des modalités d'investissement potentielles des transferts de fonds, liées notamment à l'émergence d'entreprises de *Fintech* qui contribuent à réduire les coûts de transaction, aux obligations d'État pour mobiliser les ressources de la diaspora, aux investissements d'impact pour soutenir les PME, au *crowdfunding*, à l'épargne bancaire, à l'assurance et aux produits de placement, à l'entreprenariat des diasporas.

Tous ces instruments reposent sur la nécessité d'éduquer les émetteurs et les destinataires de transferts de fonds en matière financière afin de favoriser l'inclusion financière pour que tous puissent avoir un accès meilleur, plus sûr et plus abordable aux produits et services financiers qui répondent à leurs besoins.

La **numérisation** est considérée comme un moteur important de la croissance inclusive et du développement durable. La promotion de l'accès à la connexion haut débit et à des infrastructures numériques abordables et sûres et le soutien au développement des compétences numériques sont essentiels au développement. Pour permettre aux *Fintechs* d'atteindre leur plein potentiel en Afrique, il faut que les décideurs politiques adaptent rapidement les réglementations, lèvent les lourdes charges administratives qui pèsent sur les start-ups et rendent les investissements intéressants pour les investisseurs en capital-risque. L'Afrique a déjà montré qu'elle peut **surmonter l'écart technologique** en introduisant la téléphonie mobile dans un court laps de temps plutôt que d'établir des lignes terrestres monopolistiques appartenant à l'État. Il pourrait en être de même aujourd'hui pour les banques, étant

¹⁶ Global Impact Investing Network (GIN), 2017, Annual Impact Investor Survey, NYC, USA



donné le nombre élevé de personnes « non bancarisées » sur le continent. Les financements innovants (« finnovation ») en provenance d'Afrique apportent de nouveaux modèles d'affaires liant le *crowdfunding* à des services de paiement mobile ou rendant possible le microcrédit grâce à la technologie *blockchain*. La scène des start-ups africaines est active: en 2017, les start-ups technologiques africaines ont levé 195 millions USD (84 milliards USD aux États-Unis et 19 milliards USD dans l'UE).¹⁷ Il appartient maintenant aux gouvernements d'adapter rapidement leurs réglementations à ces changements pour permettre aux modèles économiques disruptifs de prospérer et de mettre en place des mesures pour que la diaspora puisse s'intégrer dans cette transformation.

Des recommandations détaillées seront élaborées au cours de l'atelier technique et présentées dans un document final. Cependant, quelques suggestions préliminaires à l'intention des partenaires du Processus de Rabat, en tant que décideurs politiques, sont examinées ici, concernant la création d'un cadre propice à la conduite des affaires et aux investissements :

- **Créer des conditions macroéconomiques favorables** grâce à une bonne gouvernance, mettre en place des accords de protection des investissements, améliorer les infrastructures (routières), y compris dans les zones les plus rurales du pays, favoriser la stabilité macroéconomique (notamment en ce qui concerne le contrôle des échanges, la levée des barrières et la facilitation des transactions monétaires internationales), améliorer le niveau d'éducation et l'accès à de bons services de santé.
- **Créer un cadre favorable pour les entreprises** en 1) facilitant la création d'entreprises (ex. guichets uniques pour l'enregistrement d'une entreprise), 2) facilitant l'obtention de permis de construire (ex. pour construire un entrepôt), 3) facilitant l'accès à l'électricité, 4) rendant l'enregistrement des biens (immobilier commercial) plus facile, 5) permettant l'accès au crédit, 6) établissant des moyens pour protéger les investisseurs, 7) facilitant le processus de paiement des taxes (ex. temps consacré aux démarches de paiement des impôts, taux d'imposition en pourcentage du bénéfice brut), 8) permettant le commerce transfrontalier (ex. la documentation et les procédures d'exportation/importation), 9) garantissant le respect des contrats (ex. l'État de droit permettant l'exécution des contrats de dettes), 10) faciliter la résolution des problèmes d'insolvabilité (ex. le coût et le taux de recouvrement des entreprises en procédure de faillite). Toutes ces 10 suggestions sont des indicateurs qui font partie de l'indice « Ease of Doing Business » de la Banque mondiale. Parmi les mesures supplémentaires figurent des incitations fiscales à l'investissement ou à l'importation de matériel, l'adoption d'une législation permettant l'expansion des systèmes de paiement électronique, ainsi que la création de plates-formes de *crowdfunding* et d'autres institutions de microfinancement, la facilitation du processus d'octroi de licence pour faciliter l'accès des nouvelles technologies au marché et la concurrence entre les prestataires de services de transfert de fonds.
- **Créer un environnement favorable à la circulation des cerveaux** en permettant la transférabilité des prestations sociales et des régimes de pension (par le biais d'accords bilatéraux), en autorisant la citoyenneté multiple ou en étendant les conditions spéciales d'entrée et de séjour (par exemple, entrée sans visa, droit d'accès aux services du pays en tant que titulaire d'une carte spéciale), en étendant et permettant à leurs citoyens étrangers le droit de vote.
- **Cibler les investisseurs de la diaspora** : sensibiliser les investisseurs de la diaspora et leur témoigner de l'appréciation, non seulement en organisant des événements pour honorer leurs contributions, mais aussi en les incluant dans les discussions (politiques) sur la manière d'améliorer les conditions cadres pour leurs investissements. Commencer à cartographier les diasporas, à développer des politiques, des stratégies et des actions pertinentes les concernant,

¹⁷ Disrupt Africa (2018), *Finnovating for Africa 2019: Reimagining the African financial services landscape*, <http://disrupt-africa.com/funding-report/>



Processus de Rabat
Dialogue Euro-Africain
sur la Migration et le Développement

à collecter des données et des preuves afin de surveiller les risques et à mettre en œuvre des mesures permettant de stimuler leurs investissements.



Annexe A - Identification d'instruments mobilisant les contributions des diasporas pour le développement durable dans la région du Processus de Rabat

Nom de l'initiative et lien vers le site Web	Pays concernés	Brève description de l'initiative	Lien avec les ODD
INSTRUMENTS DE MOBILISATION DE L'ÉPARGNE ET DES AUTRES RESSOURCES DE LA DIASPORA			
Zoona (secteur privé) http://ilovezoona.com	Malawi, Mozambique et Zambie	Zoona a été fondée en 2009 et offre divers produits ayant pour but d'allier le dynamisme des jeunes entrepreneurs et la puissance des technologies de pointe pour offrir des services financiers sûrs et fiables aux communautés mal desservies partout en Afrique. Zoona offre 1) des moyens simples, rapides et sûrs d'envoyer et de recevoir de l'argent, 2) les Sunga Pockets qui permettent de stocker de l'argent, à un faible coût, dans un compte électronique accessible via un agent Zoona dans les communautés et sans frais fixes, 3) les paiements de factures. Zoona compte actuellement une clientèle d'environ 3 millions de personnes.	ODD 8, 10, 17
Susu (société privée) http://susu.fr	France et Côte d'Ivoire (Abidjan)	Susu est une plateforme numérique qui offre des services de soins de santé aux familles dans leur pays d'origine ou en France. Il s'agit d'une compagnie d'assurance proposant trois formules différentes à partir de 35 euros par mois jusqu'à sa formule "susu plus", qui comprend l'évacuation sanitaire et l'accès aux soins de santé étrangers. Leurs partenaires (pharmacies, laboratoires, cliniques de soins de santé) sont situés dans tout Abidjan. (Note : dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest et des Caraïbes, le terme « susu » signifie une méthode de mise en commun de l'épargne).	ODD 3
Club Efficience (Association) http://club-efficience.com	Diaspora (économique) africaine résidant en France, en Allemagne, en Grande- Bretagne, en Belgique, en Italie, en Espagne, au Luxembourg	Club Efficience se définit comme un pôle économique et social fédérateur de la diaspora africaine aisée en Europe. Club Efficience est une ONG créée en 2008. En plus des 700 leaders économiques et autres personnalités qui font partie de ce réseau, elle s'associe à des entreprises qui ont un lien avec l'Afrique, des institutions universitaires et des institutions partenaires. Le Club Efficience couvre un large éventail d'activités, allant de l'aide à l'entrée de jeunes Africains dans des universités renommées (y compris avec des bourses d'études) à la mise en commun des ressources pour les investissements dans les PME en Afrique, en passant par une plate-forme d'adéquation main-d'œuvre-compétences. La participation au réseau est payante.	ODD 1, 2, 4,8, 10, 16, 17



Processus de Rabat

Dialogue Euro-Africain
sur la Migration et le Développement

	et au Portugal		
Diaspo Assur (société privée) http://diaspoassur.com	La France et plusieurs pays africains (non définis)	Diaspo Assur propose des assurances sur mesure aux particuliers résidant hors de leur pays d'origine, destinées à leurs proches qui y vivent toujours, incluant : assurance automobile, assurance vie, assurance maladie, retraite, accession à la propriété, etc. Diaspo Assur propose également une carte de crédit prépayée sans obligation d'ouvrir un compte bancaire. Ses clients sont des membres de la diaspora africaine. La société, créée en 2017, est basée en France et travaille en partenariat avec des compagnies d'assurance africaines.	ODD 3, 8
Global Giving (ONG) https://www.globalgiving.org	Dans le monde entier	La mission de la plateforme est de transformer l'aide et la philanthropie pour accélérer le changement au niveau communautaire. Elle aide les organisations à but non lucratif du monde entier à accéder aux outils, à la formation et au soutien nécessaires pour devenir plus efficaces. La plateforme relie des organisations à but non lucratif, des donateurs et des entreprises du monde entier. Les organisations locales sont contrôlées et les dons sont déductibles des impôts aux États-Unis.	ODD 8, 17
Obligations diaspora (institutionnel)	Nigéria	Le Nigeria a émis sa première obligation à destination de la diaspora en 2017 grâce à laquelle il a levé 300 millions de dollars. L'obligation a été enregistrée entre autres auprès de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et lancée à la diaspora nigériane, en particulier aux États-Unis. Il s'agit d'une obligation à cinq ans à un taux d'intérêt de 5,625%.	ODD 17
Talent2Africa (société privée) http://talent2africa.com	Europe/Afrique (dans le monde entier)	Talent2Africa est une plateforme panafricaine de recrutement qui met en relation les talents et les recruteurs pour l'Afrique. Elle utilise les profils LinkedIn et d'autres algorithmes pour aider les entreprises à trouver les meilleurs talents du monde entier, et offre également des services sur mesure aux recruteurs.	ODD 8
Solidarco (fondation privée) https://www.solidarco.org/	Belgique, DR Congo	Solidarco est une compagnie d'assurance santé (mutuelle) transnationale qui offre des services de soins de santé aux familles en République démocratique du Congo (RDC). Les membres ou organisations de la diaspora congolaise peuvent parrainer, pour 30€/mois, un groupe de 7 personnes (membres de la famille, parents, organisations partenaires...) en RDC, qui peuvent alors accéder aux services des centres de santé de Kinshasa.	ODD 3



DES INSTRUMENTS POUR FACILITER LES INVESTISSEMENTS DE LA DIASPORA			
Afrikwity (société privée) http://afrikwity.com	France et Afrique (jusqu'à présent au Togo, en Côte d'Ivoire et en Guinée)	Afrikwity est une plateforme de <i>crowdfunding</i> basée en France. Créée en 2017, elle soutient les start-up et les PME innovantes. Pour chaque investissement, l'argent est conservé dans une holding et les investisseurs peuvent suivre l'évolution de leur investissement via la plateforme (reporting régulier). Les investisseurs gagnent des intérêts sur leur investissement.	Les 17 ODD
Babyloan (société privée) http://babyloan.org	Belgique, Bénin, France, Mali, Sénégal, entre autres	Babyloan est une plateforme (basée en France) créée en 2008 qui permet de prêter de petites sommes d'argent à des entreprises spécifiques présentées sur la plateforme sous la forme d'un microcrédit.	Les 17 ODD
Lendahand (société privée) http://lendahand.com	Des Pays- Bas/Belgique au Cameroun, au Kenya, au Mozambique, etc.	Avec le slogan « <i>crowdfunding</i> a better world, one project at a time », la plateforme en ligne d'investissement d'impact relie l'argent aux entrepreneurs sélectionnés dans les pays en développement tandis que les micro-investisseurs peuvent toucher des intérêts en faisant une bonne action. Lendahand, société d'investissement agréée par l'AFM ¹⁸ , compte actuellement 2546 projets entièrement financés. Lendahand a signé un accord de garantie avec l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), en vertu duquel la SIDA offre une protection de l'investissement au prêteur : en cas de défaillance d'un bénéficiaire, un maximum de 50% de l'investissement initial est couvert.	Les 17 ODD
Initiative de financement de la diaspora (ONG) http://www.afford-diasporafinance.org	Investissement s de la diaspora basée au Royaume- Uni au Nigeria, au Rwanda, en Sierra Leone (et au Zimbabwe)	L'initiative est gérée par AFFORD, la Fondation africaine pour le développement (ONG) créée en 1994 et basée à Londres. Elle vise à soutenir et à stimuler les investissements de la diaspora basée au Royaume-Uni en faveur des PME avec pour mission de créer plus d'emplois. L'initiative fournit des subventions (fonds de contrepartie) à ceux qui sont sélectionnés dans le cadre du concours de <i>business plan</i> « Diaspora Enterprise Accelerator », soutient les réseaux de la diaspora africaine et le renforcement des capacités par l'intermédiaire du Business Club d'AFFORD et encourage l'amélioration du cadre politique pour les investissements des diasporas, entre autres.	Les 17 ODD
Kiva (ONG)	78 pays, entre autres : Bénin,	Kiva est une plateforme de <i>crowdfunding</i> (basée aux États-Unis), similaire à Babyloan, fondée en 2005. Elle a également des bureaux à Bangkok, Nairobi, Portland et du personnel	Les 17 ODD

¹⁸Autorité néerlandaise des marchés financiers (AFM)



Processus de Rabat

Dialogue Euro-Africain
sur la Migration et le Développement

http://kiva.org	Burkina Faso, Cameroun, Congo (RDC), Côte d'Ivoire, Ghana, Mali, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo.	dans le monde entier. La plateforme répertorie le taux de défaillance des partenaires de terrain avec lesquels elle travaille pour le décaissement du microcrédit. Kiva a récemment lancé le Protocole Kiva, un projet pilote entre le FENU et le PNUD pour la Sierra Leone afin d'étendre l'inclusion financière. Elle permet l'identification numérique de tous les citoyens dans un portefeuille numérique (grâce à la technologie du registre distribué (<i>distributed ledger technology</i>), ce qui permet aux institutions officielles et aux institutions d'information de contribuer à l'historique de crédit vérifiable d'une personne. De cette façon, elle enregistre également l'historique financier de l' « économie informelle ».	
Coface (société privée) http://coface.fr	Dans le monde entier	Coface (Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur), créée en 1946, est un assureur-crédit qui aide à gérer les risques de défaillance financière des clients sur le marché domestique et à l'exportation. En plus de l'assurance-crédit, elle apporte également son soutien en matière d'obligations, d'affacturage, de d'intelligence économique et de recouvrement de dettes. Coface publie une évaluation trimestrielle des risques pour 160 pays, basée entre autres sur les comportements de paiement. Coface dispose de filiales ou de partenaires stratégiques dans 100 pays et peut fournir des services à ses clients dans plus de 200 pays.	ODD 8
Diafrikinvest (projet) http://diafrikinvest.com	Europe, Maroc, Tunisie et Sénégal	Sous le slogan « Connecter les talents et les opportunités », Diafrikinvest est un projet qui vise à renforcer les relations commerciales entre l'Europe, le Maroc, la Tunisie et le Sénégal. Il est financé par l'UE (EuropeAid) dans le cadre d'un appel à propositions intitulé « Dialogue euro-africain sur la migration et le développement (Processus de Rabat) » et coordonné par le Réseau d'investissement ANIMA en partenariat avec Conect (Tunisie), Start Up Maroc et AMDIE, l'Agence Marocaine pour l'Investissement et le Commerce, et CJD (Sénégal). L'initiative a débuté en 2016 et se terminera en décembre 2019. Diafrikinvest mobilise les hauts potentiels, les entrepreneurs et les investisseurs de la diaspora au profit des pays d'origine.	Les 17 ODD
MEETAfrica (projet) http://meetafrica.fr	France, Allemagne, Algérie, Maroc, Tunisie, Cameroun, Mali, Sénégal	Ce projet vise à soutenir 80 entrepreneurs africains, diplômés d'université en France ou en Allemagne, dans leur projet de création d'entreprise dans leur pays d'origine ou tout autre pays d'Afrique. L'idée d'entreprise se doit d'être innovante, soit par l'application d'une solution high-tech, soit plus généralement par son approche innovante. Le programme a démarré avec un financement de l'UE/ICMPD en juin 2016 et est coordonné par Expertise France. Les partenaires du consortium sont Campus France, CIM et IRD. Ils travaillent en étroite collaboration avec les institutions locales dans les pays	Les 17 ODD



Processus de Rabat

Dialogue Euro-Africain
sur la Migration et le Développement

		<p>concernés. Une deuxième phase du projet est en attente. Le lien vers les projets financés se trouve ici : http://meetafrica.fr/projets/</p> <p>La phase II, financée par l'AFD et le Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (FFU) ; devra permettre d'orienter au moins 1 000 entrepreneurs potentiels de la diaspora, d'en accompagner techniquement 140 et d'en financer jusqu'à 175.</p>	
<p>Réseau d'investissement ANIMA (Association internationale) http://animaweb.org</p>	<p>Algérie, France, Maroc, Tunisie, entre autres</p>	<p>ANIMA Investment Network se définit comme une plateforme de coopération multi-pays pour le développement économique en Méditerranée. Créé en 2002, il vise à renforcer la coopération entre les acteurs économiques des pays européens et méditerranéens par la mise en réseau, les outils d'intelligence économique sur les marchés méditerranéens, le développement de projets et les échanges économiques. Entre autres, il met en relation de jeunes entreprises avec des investisseurs de différents types, comme THE NEXT SOCIETY ou la communauté DiafrikInvest Business Angel. Le réseau ANIMA comprend 75 membres répartis dans 22 pays d'Europe et de la Méditerranée. Le centre de ressources ANIMA donne un aperçu des investissements, des possibilités de financement et des stratégies de développement territorial.</p>	<p>Les 17 ODD</p>
<p>Bond D'Innov (société privée) http://bondinnov.com</p>	<p>France et partenaires en Italie, au Bénin, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Cameroun, au Maroc, au Niger, au Sénégal, en Tunisie, entre autres.</p>	<p>Bond D'Innov, basé près de Paris, est un incubateur d'entreprises qui soutient des idées ayant un fort impact économique et sociétal. Créée en 2011, il est spécialisé dans le soutien aux entreprises orientées vers les pays du Sud. Bond'Innov lance régulièrement des appels, par exemple en partenariat avec la Banque mondiale, pour soutenir les entreprises innovantes ou les idées commerciales dans les pays du Sud. Il permet, entre autres, la co-incubation avec ses partenaires des pays du Sud.</p>	<p>Les 17 ODD</p>
<p>Bettervest (société privée) http://bettervest.com</p>	<p>L'Allemagne et les pays du monde entier</p>	<p>Bettervest est une plateforme de financement de la dette basée en Allemagne, spécialisée dans les investissements dans le secteur de l'énergie. La langue utilisée pour la collecte de fonds (pour les projets) est l'allemand. Grâce à la plateforme, les micro-investisseurs peuvent investir conjointement dans un projet à partir de 50 euros jusqu'à 5.000 euros.</p>	<p>Les 17 ODD</p>



Processus de Rabat

Dialogue Euro-Africain
sur la Migration et le Développement

M-Changa (société privée) http://changa.co.ke	Pour les Kenyans au Kenya	M-Changa est une plateforme de collecte de fonds pour les particuliers, les organisations et les entreprises basées au Kenya. Ce qui rend cette plateforme de <i>crowdfunding</i> différente de celles initiées en Europe, c'est que vous pouvez utiliser une variété de méthodes de paiement par téléphone mobile, y compris via M-Pesa, Airtel ou Equitel. Cette plateforme se concentre sur les causes humanitaires ainsi que sur le financement des entreprises sociales dans les communautés démunies.	Les 17 ODD
Diasporas Welcoming Diasporas (ONG) http://welcomingdiasporas.com	France/Afrique	Créé en septembre 2016, Diasporas Welcoming Diasporas vise à aider les populations locales et les diasporas à investir dans les pays d'origine, dans des entreprises durables et respectueuses de l'environnement. Cette ONG propose la participation à leur bootcamp (en tant que jeune entrepreneur), en tant que mentor d'affaires ou en tant que partenaire.	Les 17 ODD
Projet : Renforcer la Gestion des Ressources Financières Générées par la Diaspora pour le Développement Durable du Cameroun	Cameroun (deux régions du Cameroun) / Diaspora camerounaise dans le monde	<p>Projet pilote mené au Cameroun pendant 18 mois, financé par le Fonds de développement de l'OIM. Les objectifs du projet ont été : de mener une enquête de terrain auprès de 1000 ménages camerounais afin de comprendre comment sont utilisés ces fonds et comment améliorer l'impact de ces transferts sur le niveau de vie des bénéficiaires (c'est à dire d'essayer de rediriger les dépenses de la simple consommation pour la satisfaction des besoins usuelles des ménages vers le secteur productif et des activités génératrices de revenus); de renforcer les capacités des institutions publiques et privées et des décideurs du gouvernement en matière d'identification, de conception et de développement des politiques et initiatives liées aux transferts de fonds des migrants camerounais ; de promouvoir les transferts de fonds productifs à travers la sensibilisation de masse des acteurs impliqués : les opérateurs économiques, migrants et ménages ; d'identifier les actions à entreprendre pour une meilleure canalisation des fonds de la diaspora.</p> <p>Projet mis en œuvre par une équipe comprenant l'OIM, des membres du gouvernement camerounais et le bureau d'un expert de la diaspora. Une équipe interministérielle a été mise en place pour gérer le projet et encadrer la mise en œuvre des projets, en mettant à la disposition des entrepreneurs les moyens et l'expertise des organismes publics. Ces mesures ont contribué à instaurer la confiance entre le gouvernement, la diaspora et les bénéficiaires (bénéficiaires des transferts de fonds).</p>	ODD 8
PayKap	Canada, Cameroun, Côte d'Ivoire ou Togo (l'argent peut être envoyé à	PayKap est un fournisseur des services de paiements en ligne et une plateforme de transfert d'argent Mobile Money gratuit ou low cost. PayKap permet de : virer de l'argent en ligne vers un compte PayKap ; virer de l'argent en ligne vers un compte bancaire ; payer les achats dans les magasins partenaires par la carte PayKap ; payer les services en ligne ou dans les agences partenaires : assurance, scolarité, factures ; payer des achats ou des services en ligne : sites e-commerces, des sites de réservation de billets d'avion, des hôtels, etc . Pour ajouter l'argent à sa carte, le client peut le faire : en ligne sur son compte PayKap	Les 17 ODD



Processus de Rabat

Dialogue Euro-Africain
sur la Migration et le Développement

	destination et en provenance de ces pays)	si celui-ci est lié à son compte bancaire ou à sa carte de crédit ; en déposant son argent sur le compte bancaire PayKap et en scannant le reçu du paiement ; avec un partenaire PayKap dans son pays. Une fois rechargé, le client peut transférer de l'argent vers tous les pays où PayKap est présent avec le dépôt sur un compte PayKap ou bancaire ; payer pour des services ou des produits n'importe où avec des sociétés qui acceptent le paiement PayKap; payer pour des services ou des produits n'importe où sur des sites Web qui acceptent le paiement PayKap.	
Projet de promotion des transferts sécurisés d'argent	Guinée	Partenaires de mise en œuvre : Banque Populaire Maroco-Guinéenne et Groupe NSIA Assurances et Banque. Rôle du gouvernement : réduction du taux d'imposition sur les transactions. Valeur ajoutée du projet: l'accumulation des bénéfices sur les transactions servant de financement aux initiatives économiques locales. Résultats attendus : des canaux sécurisés de transfert d'argent ou circuits formels sont disponibles.	Les 17 ODD
Projet de mise en place du Fonds d'Appui aux investissements des Guinéens de l'Etranger	Guinée	Partenaires de mise en œuvre : Partenaires techniques et financiers (Union Européenne...) Rôle du gouvernement : créer un dispositif du cadre juridique et institutionnel, mettre à disposition les ressources (financières et logistiques). Valeur ajoutée : amélioration de la croissance économique et la réduction du chômage Résultats attendus : le volume des investissements de la Diaspora Guinéenne est augmenté et les fonds transférés en faveur de la consommation sont réorientés vers l'investissement.	Les 17 ODD
Transfast	Mondial	Aujourd'hui propriété de Mastercard, avec son siège aux Etats-Unis, Transfast est utilisé, par exemple, par la diaspora togolaise au Canada et aux Etats-Unis pour les transferts en ligne ou les cartes de paiement prépayées. Transfast existe depuis plus de 25 ans, est un fournisseur mondial de réseaux de paiements transfrontaliers desservant plus de 125 pays en Asie, en Europe, en Afrique, en Amérique et en Australie. Elle compte plus de 200 000 points de paiement et est partenaire de presque toutes les banques et de tous les centres de retrait d'espèces dans le monde. Les intégrations directes avec plus de 300 banques et autres institutions financières permettent à nos partenaires de bénéficier de services de paiement de personne à personne, d'entreprise à entreprise et d'entreprise à entreprise via une série d'applications Web et de produits mobiles. Ces applications offrent des solutions de conformité, de gestion des risques, de conversion de devises, de gestion des liquidités et de messagerie multi format à des clients tels que des banques, des institutions financières, des sociétés de commerce électronique et des marchés de services, ainsi qu'à des petites entreprises et à des particuliers.	Les 17 ODD



Processus de Rabat
Dialogue Euro-Africain
sur la Migration et le Développement